

No. 33538

**FRANCE
and
CROATIA**

Agreement on the readmission of persons in irregular situation. Signed at Zagreb on 27 January 1995

Authentic texts: French and Croatian.

Registered by France on 23 January 1997.

**FRANCE
et
CROATIE**

Accord relatif à la réadmission des personnes eu situation irrégulière. Signé à Zagreb le 27 janvier 1995

Textes authentiques : français et croate.

Enregistré par la France le 23 janvier 1997.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
DE CROATIE RELATIF À LA RÉADMISSION DES PERSONNES
EN SITUATION IRRÉGULIÈRE

Désireux de développer la coopération entre les deux Parties contractantes, afin d'assurer une meilleure application des dispositions sur la circulation des personnes, dans le respect des droits et garanties prévus par les lois et règlements en vigueur,

Dans le respect des traités et conventions internationales et soucieuses de lutter contre l'immigration irrégulière,

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République de Croatie, sur une base de réciprocité, sont convenus ce qui suit :

**I - READMISSION DES RESSORTISSANTS DES PARTIES
CONTRACTANTES -**

ARTICLE 1ER

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie contractante requise.

2. La Partie contractante requérante réadmet dans les mêmes conditions la personne concernée si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de la sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

3. Aux fins du présent article, les personnes visées à l'alinéa 1 doivent pouvoir justifier à tout moment de la date à laquelle elles sont entrées sur le territoire de la Partie

¹ Entré en vigueur à titre provisoire le 27 janvier 1995 par la signature, et à titre définitif le 17 février 1996 par notification, conformément à l'article 15.

contractante dont elles n'ont pas la nationalité. A défaut, elles sont réputées se trouver en situation irrégulière au regard de la législation de cette Partie.

4. Les autorités chargées du contrôle aux frontières se notifient mutuellement les documents justifiant de la date de l'entrée régulière sur leur territoire.

ARTICLE 2

1. La nationalité de la personne faisant l'objet d'une mesure d'éloignement est considérée comme établie sur la base des documents ci-après en cours de validité :

- carte d'identité ;
- certificat de nationalité ou document d'Etat civil ;
- passeport ou tout autre document de voyage délivré par l'organisme compétent ;
- carte d'immatriculation consulaire ;
- livret ou papiers militaires ;
- carnet de marin.

2. La nationalité est considérée comme présumée sur la base d'un des éléments suivants :

- document périmé mentionné à l'alinéa précédent ;
- document émanant des autorités officielles de la Partie requise et faisant état de l'identité de l'intéressé (permis de conduire, etc.) ;
- autorisation et titres de séjour périmés ;
- photocopie de l'un des documents précédemment énumérés ;
- déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie requérante ;
- dépositions de témoins de bonne foi consignées dans un procès-verbal.

ARTICLE 3

1. Lorsque la nationalité est présumée, sur la base des éléments mentionnés à l'article 2 alinéa 2, les autorités consulaires de la Partie requise délivrent sur-le-champ et contre remboursement un laissez-passer permettant l'éloignement de la personne intéressée.

2. En cas de doute sur les éléments permettant la présomption de la nationalité, ou en cas d'absence de ces éléments, les autorités consulaires de la Partie requise procèdent

dans un délai de trois jours à compter de la demande de la partie requérante à l'audition de l'intéressé dans les locaux où il est maintenu. Cette audition est organisée par la Partie requérante en accord avec l'autorité consulaire concernée dans les délais les plus brefs.

Lorsqu'à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée est de la nationalité de la Partie requise, le laissez-passer est aussitôt délivré par l'autorité consulaire.

ARTICLE 4

Sont à la charge de la Partie requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise des personnes dont la réadmission est sollicitée.

II - READMISSION DES RESSORTISSANTS D'ETATS TIERS -

ARTICLE 5

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée et de séjour applicables sur le territoire de la partie contractante requérante pour autant qu'il est établi que ce ressortissant est entré sur le territoire de cette Partie après avoir séjourné ou transité par le territoire de la Partie contractante requise.

2. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante lorsque ce ressortissant dispose d'un visa ou d'une autorisation de séjour de quelque nature que ce soit, délivré par la Partie contractante requise et en cours de validité.

ARTICLE 6

L'obligation de réadmission prévue à l'article 5 n'existe pas à l'égard :

a) - des ressortissants des Etats tiers qui ont une frontière commune avec la Partie contractante requérante ;

b) - des ressortissants des Etats tiers qui, après leur départ du territoire de la Partie contractante requise ou après leur entrée sur le territoire de la Partie contractante requérante, ont été mis en possession par cette Partie d'un visa ou d'une autorisation de séjour;

c) - des ressortissants des Etats tiers qui séjournent depuis plus de six mois sur le territoire de la Partie contractante requérante ;

d) - des ressortissants des Etats tiers auxquels la Partie contractante requérante a reconnu soit le statut de réfugié par application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés¹, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967², soit le statut d'apatride par application de la Convention de New York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides³;

e) - des ressortissants des Etats tiers qui ont été effectivement éloignés par la Partie contractante requise vers leur pays d'origine ou vers un Etat tiers.

ARTICLE 7

La Partie contractante requérante réadmet sur son territoire les personnes qui, après vérifications postérieures à leur réadmission par la Partie contractante requise, se révéleraient ne pas remplir les conditions prévues aux articles 5 et 6 au moment de leur sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

III - TRANSIT POUR ELOIGNEMENT -

ARTICLE 8

1. Chacune des Parties contractantes, sur demande de l'autre, autorise l'entrée et le transit par voie aérienne et terrestre sur son territoire des ressortissants d'Etat tiers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement prise par la Partie contractante requérante.

2. La Partie contractante requérante assume l'entière responsabilité de la poursuite du voyage de l'étranger vers son pays de destination et reprend en charge cet étranger si, pour une raison quelconque, la mesure d'éloignement ne peut être exécutée.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 137.

² *Ibid.*, vol. 606, p. 267.

³ *Ibid.*, vol. 360, p. 117.

3. La Partie contractante requérante garantie à la Partie contractante requise que l'étranger dont le transit est autorisé est muni d'un titre de transport pour le pays de destination.

4. La Partie contractante qui a pris la mesure d'éloignement doit signaler à la Partie contractante requise aux fins de transit s'il est nécessaire d'escorter la personne éloignée. La Partie contractante requise aux fins de transit peut :

- soit décider d'assurer elle-même l'escorte ;
- soit décider d'assurer l'escorte en collaboration avec la Partie contractante qui a pris la mesure d'éloignement.

5. Lorsque le transit est assuré à bord d'appareils appartenant à une compagnie aérienne de la Partie contractante qui a pris la mesure d'éloignement et sous escorte policière, celle-ci ne peut être assurée que par cette Partie et sans quitter la zone internationale des aéroports dans la Partie requise aux fins de transit.

6. Lorsque le transit est assuré à bord d'appareils appartenant à une compagnie aérienne de la Partie contractante requise aux fins de transit et sous escorte policière, celle-ci est assurée par cette Partie contractante, à charge pour la Partie contractante qui a pris la mesure d'éloignement de lui rembourser les frais correspondants.

ARTICLE 9

La demande de transit pour éloignement est transmise directement entre les autorités compétentes des Parties contractantes. Elle mentionne les renseignements relatifs à l'identité et à la nationalité de l'étranger, à la date du voyage, aux heure et lieu d'arrivée dans le pays de transit et aux heure et lieu de départ de celui-ci, au pays de destination, ainsi que, le cas échéant, les renseignements utiles aux fonctionnaires escortant l'étranger.

ARTICLE 10

Le transit pour éloignement peut être refusé :

- si l'étranger court dans l'Etat de destination des risques de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ;

- si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits antérieurs au transit.

ARTICLE 11

Les frais de transport jusqu'à la frontière de l'Etat de destination, ainsi que les frais liés à un éventuel retour, sont à la charge de la Partie contractante requérante.

IV - DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES -

ARTICLE 12

Les autorités compétentes des deux Parties coopéreront et se consulteront en tant que de besoin pour examiner la mise en oeuvre du présent accord.

La demande de consultations sera présentée par le canal diplomatique.

ARTICLE 13

Les autorités responsables des contrôles aux frontières désignent :

- les aéroports qui pourront être utilisés pour la réadmission et l'entrée en transit des étrangers ;

- les autorités centrales ou locales compétentes pour traiter les demandes de réadmission et de transit.

ARTICLE 14

1. Les dispositions du présent accord ne portent pas atteinte aux obligations d'admission ou de réadmission des ressortissants étrangers résultant pour les Parties contractantes d'autres accords internationaux.

2. Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967.

3. Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme.

ARTICLE 15

1. Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord qui prendra effet trente jours après la réception de la dernière notification.

2. Le présent accord est applicable provisoirement à compter de la date de sa signature.

3. Le présent accord aura une durée de validité de trois ans renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée. Il pourra être dénoncé avec préavis de trois mois par la voie diplomatique.

EN FOI DE QUOI, les représentants des Parties contractantes, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent accord.

FAIT à Zagreb, le 27 janvier 1995 dans les langues française et croate, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :



Pour le Gouvernement
de la République de Croatie :



¹ Jean-Jacques Gaillarde.

² Ivan Jarniak.

[CROATIAN TEXT — TEXTE CROATE]

UGOVOR IZMEDU VLADE REPUBLIKE FRANCUSKE I VLADE REPUBLIKE HRVATSKE O PREDAJI I PRIHVATU OSOBA KO- JIH JE BORAVAK PROTUZAKONIT

Zeleći razvijati suradnju između Vlade Republike Francuske i Vlade Republike Hrvatske (u daljnjem tekstu: ugovorne stranke), kako bi se osigurala bolja primjena odredbi o kretanju osoba, uz poštivanje prava i jamstava koje predviđaju zakoni i propisi na snazi,

poštujući međunarodne sporazume i konvencije te u nastojanju da se spriječi protuzakonito useljavanje,

ugovorne stranke, temeljem uzajamnosti, dogovorile su se o sljedećem:

I. PRIHVAT DRŽAVLJANA UGOVORNIH STRANAKA

Članak 1.

1. Ugovorne stranke na svoj će teritorij, bez formalnosti, prihvatiti svaku osobu koja ne ispunjava ili više ne ispunjava uvjete ulaska ili boravka koji se primjenjuju na teritoriju ugovorne stranke koja zahtijeva prihvata, ukoliko je utvrđeno ili se pretpostavlja da osoba ima državljanstvo države druge ugovorne stranke.
2. Ugovorna stranka koja zahtijeva prihvata preuzet će natrag pod istim uvjetima dotičnu osobu za koju se kasnijom provjerom utvrdi da u trenutku izlaska s teritorija te ugovorne stranke, nije imala državljanstvo druge ugovorne stranke.
3. U smislu ovog članka, osobe iz stavka 1. obvezne su u svakom trenutku pružiti dokaze o datumu ulaska na teritorij ugovorne stranke čije državljanstvo ne posjeduju. U nedostatku dokaza one se vode kao osobe s nezakonitim boravkom prema zakonodavstvu te ugovorne stranke.
4. Tijela zadužena za kontrolu granica međusobno će se obavješćivati o ispravama kojima se dokazuje datum zakonita ulaska na njihov teritorij.

Članak 2.

1. Državljanstvo osobe koja podliježe mjeri udaljavanja utvrđuje se temeljem sljedećih isprava:
 - osobne iskaznice,
 - domovnice ili isprave s osobnim podacima izdate od nadležnog tijela,
 - putovnice ili drugih putnih isprava koje je izdalo nadležno tijelo,
 - konzularne isprave,
 - vojne knjižice ili vojnih isprava,
 - pomorske isprave.
2. Državljanstvo se smatra pretpostavljenim na temelju jedne od sljedećih isprava:
 - istekle isprave navedene u prethodnom stavku,
 - isprave koju su izdala službena tijela ugovorne stranke kojoj se podnosi zahtjev, a u kojoj je iskazan identitet dotične osobe (vozačka dozvola itd.),
 - istekla dozvola i isprave boravka,
 - preslika jedne od prethodno navedenih isprava,
 - iskaza dotične osobe pribavljenih prema propisima od strane upravnih ili sudskih tijela ugovorne stranke koja zahtijeva prihvrat
 - zapisnički zabilježeni iskaza vjerodostojnih svjedoka.

Članak 3.

1. Kada se državljanstvo pretpostavlja temeljem navoda iz članka 2. stavka 2., konzularne vlasti ugovorne stranke kojoj se zahtjev podnosi izdaju odmah, uz naplatu, putni list koji omogućuje udaljavanje dotične osobe.
2. U slučaju da postoji sumnja o navodima koji omogućavaju pretpostavljanje državljanstva, ili ako ti navodi ne postoje, konzularna tijela ugovorne stranke kojoj se podnosi zahtjev za prihvrat saslušavaju dotičnu osobu u prostorijama u kojima je ona zadržana u roku od tri dana od primitka zahtjeva druge ugovorne stranke. Saslušavanje organizira u najkraćem roku ugovorna stranka koja zahtijeva prihvrat u dogovoru s mjerodavnim konzularnim vlastima.

Ako se nakon saslušavanja utvrdi da dotična osoba ima državljanstvo ugovorne stranke kojoj se podnosi zahtjev za prihvrat, konzularno tijelo te stranke odmah će izdati putni list.

Članak 4.

Ugovorna stranka koja podnosi zahtjev za prihvrat snosi troškove prijevoza osoba čije se prihvaćanje traži do granice druge ugovorne stranke kojoj se zahtjev za prihvrat podnosi.

II. PRIHVAT DRŽAVLJANA TREĆIH DRŽAVA

Članak 5.

1. Ugovorna stranka na traženje druge ugovorne stranke prihvatit će bez formalnosti državljanina treće države koji ne ispunjava ili je prestao ispunjavati uvjete ulaska ili boravka koji se primjenjuju na teritoriju ugovorne stranke koja podnosi zahtjev za prihvata, ukoliko se utvrdi da je taj državljanin ušao na teritorij te ugovorne stranke nakon što je zakonito boravio ili proputovao preko teritorija ugovorne stranke kojoj se postavlja zahtjev za prihvata.
2. Ugovorna stranka prihvatit će na svoj teritorij na traženje druge ugovorne stranke bez formalnosti državljanina treće države koji ne ispunjava ili više ne ispunjava uvjete ulaska ili boravka koji vrijede na teritoriju ugovorne stranke koja postavlja zahtjev za prihvata, kad taj državljanin ima važeću vizu ili dozvolu boravka bilo koje vrste, izdatu od strane ugovorne stranke kojoj je postavljen zahtjev.

Članak 6.

1. Obveza prihvata predviđena člankom 5. ne postoji za:
 - a) državljane trećih država koje imaju zajedničku granicu s ugovornom strankom koja postavlja zahtjev za prihvata;
 - b) državljane trećih država koji su nakon napuštanja teritorija ugovorne stranke kojoj se podnosi zahtjev za prihvata ili nakon ulaska na teritorij ugovorne stranke koja podnosi zahtjev za prihvata, dobili od te ugovorne stranke vizu ili dozvolu boravka;
 - c) državljane trećih država koji borave više od šest mjeseci na teritoriju ugovorne stranke koja podnosi zahtjev za prihvata;
 - d) državljane trećih država kojima je ugovorna stranka koja postavlja zahtjev za prihvata priznala status izbjeglica primjenom Ženevske konvencije od 28. srpnja 1951. godine, koja se odnosi na status izbjeglica dopunjena Protokolom iz New York-a od 31. siječnja 1967. godine, ili status osobe bez državljanstva temeljem Konvencije iz New Yorka od 28. rujna 1954. godine, koja se odnosi na status osoba bez državljanstva;
 - e) državljane trećih država koje je ugovorna stranka kojoj se postavlja zahtjev za prihvata već uputila u zemlje podrijetla ili u treću državu.

Članak 7.

Ugovorna stranka koja podnosi zahtjev za prihvata, primit će natrag osobe za koje ugovorna stranka kojoj se podnosi zahtjev za prihvata naknadno provjerom utvrdi da ne ispunjavaju uvjete iz članka 5. i 6. ovog Ugovora u trenutku njihova napuštanja teritorija ugovorne stranke koja podnosi zahtjev za prihvata.

III. PRELAZAK ZBOG UDALJAVANJA

Članak 8.

1. Ugovorna stranka na zahtjev druge ugovorne stranke dopustit će ulazak i prelazak zračnim i kopnenim putem preko svog teritorija državljanima treće države koje udaljava ugovorna stranka koja podnosi zahtjev za prelazak.
2. Ugovorna stranka koja podnosi zahtjev za prelazak preuzima punu odgovornost za nastavak putovanja državljanina treće države do države odredišta te ponovno preuzima državljanina treće države ukoliko se, iz bilo kojeg razloga, udaljavanje ne može provesti.
3. Ugovorna stranka koja je postavila zahtjev za prelazak jamči drugoj ugovornoj stranci da državljanin treće države kojemu je odobren prelazak, posjeduje putnu ispravu do zemlje odredišta.
4. Ugovorna stranka koja je poduzela mjeru udaljavanja, mora obavijestiti ugovornu stranku kojoj je zahtjev za prelazak upućen, da li osoba koja se udaljava treba pratnju za vrijeme prelaska. Ugovorna stranka kojoj je zahtjev za prelazak upućen u tom slučaju može:
 - odlučiti da sama osigura pratnju,
 - odlučiti da osigura pratnju u suradnji s ugovornom strankom koja je poduzela mjeru udaljavanja.
5. Ukoliko je prelazak osiguran pod policijskom pratnjom, uslugom zračnog prijevoznika ugovorne stranke koja poduzima mjeru udaljavanja, prelazak će osigurati isključivo ta ugovorna stranka na način da ne napušta međunarodnu zonu zračne luke ugovorne stranke kojoj je postavljen zahtjev za prelazak.
6. Kad se prelazak osigurava uslugom zračnog prijevoznika ugovorne stranke kojoj je upućen zahtjev za prelazak pod policijskom pratnjom, prelazak će osigurati ta ugovorna stranka, a troškove će joj nadoknaditi ugovorna stranka koja je poduzela mjeru udaljavanja.

Članak 9.

Zahtjev za prelazak zbog udaljavanja neposredno će uputiti odgovorna tijela ugovornih stranaka. Zahtjev sadrži sve osobne podatke i podatke o državljanstvu dotične osobe, datum putovanja, sat i mjesto ulaska u zemlju, prelaska te sat i mjesto odlaska iz ove zemlje u zemlju odredišta i sve podatke o službenoj pratnji.

Članak 10.

Prelazak zbog udaljavanja može se odbiti:

- ukoliko strancu u državi odredišta prijeti progon zbog rase, vjere, nacionalne pripadnosti, pripadnosti određenoj društvenoj skupini ili radi političkog uvjerenja;
- ukoliko strancu prijeti opasnost da u državi odredišta bude optužen ili osuđen zbog kaznenih djela učinjenih prije prelaska.

Članak 11.

Troškove prijevoza do granice države odredišta, kao i druge troškove u svezi s mogućim povratkom, snosi ugovorna stranka koja je podnijela zahtjev za prelazak.

V. OPĆE I ZAVRŠNE ODREDBE

Članak 12.

Nadlezna tijela dviju ugovornih stranaka surađivat će i konzultirat će se prema potrebi radi praćenja provedbe ovog Ugovora.

Zahtjev za konzultacijama uručit će se diplomatskim putem.

Članak 13.

Odgovorna tijela granične kontrole označit će:

- zračne luke koje se mogu koristiti za prihvat i ulazak stranaca u prelasku;
- središnja ili lokalna tijela nadležna za prijam zahtjeva za prihvat i prelazak.

Članak 14.

1. Odredbe ovog Ugovora ne utječu na obveze prihvata ili preuzimanja stranih državljana koje za ugovorne stranke proizlaze iz drugih međunarodnih ugovora.
2. Odredbe ovog Ugovora nisu prepreka primjeni odredaba Zenevske konvencije od 28. srpnja 1951. godine o statusu izbjeglica, kao i odredaba u dodatku - Protokolu iz New York-a od 31. siječnja 1967. godine.
3. Odredbe ovog Ugovora nisu zapreka primjeni odredaba dogovora koje su stranke potpisale u području zaštite ljudskih prava.

Članak 15.

1. Ugovorne stranke će se obavijestiti o okončanju postupka predviđenog nacionalnim zakonodavstvom za stupanje ovog Ugovora na snagu, a isti stupa na snagu trideset dana nakon primitka posljednje obavijesti.
2. Ovaj Ugovor primjenjuje se privremeno od dana njegovog potpisivanja.
3. Ovaj Ugovor sklapa se za razdoblje od tri godine i prešutno se produžuje za sljedeće trogodišnje razdoblje. Ugovor se može raskinuti diplomatskim putem s otkaznim rokom od tri mjeseca.

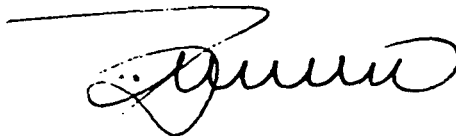
Ovaj Ugovor potpisuju ovlaštene osobe ugovornih stranaka.

Potpisano u _____ dana _____
u dva istovjetna primjerka, svaki od njih na francuskom i
hrvatskom jeziku, pri čemu su oba teksta jednako vjerodostojna.

Za Vladu
Republike Francuske:



Za Vladu
Republike Hrvatske:



[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
CROATIA ON THE READMISSION OF PERSONS IN AN IRREG-
ULAR SITUATION

Desiring to develop the cooperation between the two Contracting Parties in order to improve the implementation of the arrangements for the movement of persons, in compliance with the rights and guarantees contained in the laws and regulations in force,

In compliance with the international treaties and conventions and in a concern to combat irregular immigration,

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Croatia, on a basis of reciprocity, have agreed as follows:

I. READMISSION OF NATIONALS OF THE CONTRACTING PARTIES

Article 1

1. Each Contracting Party shall readmit to its territory, at the request of the other Contracting Party and without formalities, any person who does not satisfy or no longer satisfies the conditions of entry or residence applicable in the territory of the requesting Contracting Party although it has been established or presumed that he possesses the nationality of the requested Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall, in the same conditions, readmit the person concerned if subsequent checks reveal that he did not possess the nationality of the requested Contracting Party at the time of his departure from the territory of the requesting Contracting Party.

3. For the purposes of this article, the persons referred to in paragraph 1 must be able to prove at any time the date on which they entered the territory of the Contracting Party whose nationality they do not possess. They shall otherwise be deemed to be in an irregular situation with regard to the legislation of that Party.

4. The border authorities shall notify each other of documents proving the date of regular entry into their territory.

Article 2

1. The nationality of persons subject to an expulsion order shall be deemed proved by the following currently valid documents:

- Identity card;
- Certificate of nationality or civil-status document;
- Passport or any other travel document issued by a competent organ;
- Consular registration card;

¹ Came into force provisionally on 27 January 1995 by signature, and definitively on 17 February 1996 by notification, in accordance with article 15.

- Military-service record book or military papers;
- Seaman's registration book.

2. Nationality shall be deemed presumed on the basis of one of the following documents:

- A document mentioned in the preceding paragraph which is out of date;
- A document issued by the official authorities of the requested Party and certifying the identity of the person concerned (driving-licence, etc.);
- A residence permit or residence documents which are out of date;
- A photocopy of one of the documents listed above;
- Statements by the person concerned duly recorded by the administrative or judicial authorities of the requesting Party;
- Statements of witnesses given in good faith and set down in an official record.

Article 3

1. When nationality is presumed on the basis of the documents mentioned in article 2, paragraph 2, the consular authorities of the requested Party shall issue on the spot and in return for payment a laissez-passer authorizing the travel of the person concerned.

2. If any doubt attaches to documents supporting a presumption of nationality, or if such documents are not available, the consular authorities of the requested Party shall give a hearing to the person concerned in the place where he is being kept within three days from receipt of the application of the requesting Party. Such hearings shall be organized by the requesting Party in agreement with the consular authority concerned as promptly as possible.

When it is established following such a hearing that the person concerned is of the nationality of the requested Party, a laissez-passer shall be issued immediately by the consular authority.

Article 4

The costs of transporting persons whose readmission is requested to the border of the requested Contracting Party shall be borne by the requesting Party.

II. READMISSION OF NATIONALS OF THIRD STATES

Article 5

1. Each Contracting Party shall readmit to its territory, at the request of the other Contracting Party and without formalities, a national of a third State who does not satisfy or no longer satisfies the conditions of entry or residence applicable in the territory of the requesting Contracting Party although it has been established that he entered the territory of that Party after having stayed in or travelled through the territory of the requested Contracting Party.

2. Each Contracting Party shall readmit to its territory, at the request of the other Contracting Party and without formalities, a national of a third State who does not satisfy or no longer satisfies the conditions of entry or residence applicable in the territory of the requesting Contracting Party if he has a visa or residence permit of any kind issued by the requested Contracting Party and currently valid.

Article 6

The obligation to readmit established in article 5 shall not exist with regard to:

(a) Nationals of third States having a common border with the requesting Contracting Party;

(b) Nationals of third States who, after leaving the territory of the requested Contracting Party or after entering the territory of the requesting Contracting Party, have been issued by that Party with a visa or residence permit;

(c) Nationals of third States who have resided for more than six months in the territory of the requesting Contracting Party;

(d) Nationals of third States to whom the requesting Contracting Party has granted refugee status under the Geneva Convention of 28 July 1951 relating to the Status of Refugees,¹ as amended by the New York Protocol of 31 January 1967,² or the status of stateless persons under the New York Convention of 28 September 1954 relating to the Status of Stateless Persons;³

(e) Nationals of third States who have been actually expelled by the requested Contracting Party to their country of origin or to a third State.

Article 7

The requesting Contracting Party shall readmit to its territory persons who, following checks subsequent to their readmission by the requested Contracting Party, are found not to satisfy the conditions specified in articles 5 and 6 at the time of their departure from the territory of the requesting Contracting Party.

III. TRANSIT FOR THE PURPOSE OF EXPULSION

Article 8

1. Each Contracting Party shall, at the request of the other Party, authorize the entry into its territory and transit through its territory by air or land of nationals of third States who are subject to an expulsion order of the requesting Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall be fully responsible for the continuation of the journey of the alien to his country of destination and shall reaccept the alien if, for any reason, the expulsion order cannot be enforced.

3. The requesting Contracting Party shall guarantee to the requested Party that the alien whose transit has been authorized has a ticket for the country of destination.

4. The Contracting Party which issued the expulsion order shall inform the requested Contracting Party for the purposes of transit whether the expelled person must be escorted. The requested Contracting Party for the purposes of transit may:

- Either decide to provide the escort itself;
- Or decide to provide the escort in collaboration with the Contracting Party which issued the expulsion order.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 189, p. 137.

² *Ibid.*, vol. 606, p. 267.

³ *Ibid.*, vol. 360, p. 117.

5. When transit is effected on board an aircraft belonging to an airline of the Contracting Party which issued the expulsion order and under police escort, such escort may be provided only by that Party and must not leave the international zone of airports in the requested Party for the purposes of transit.

6. When transit is effected on board an aircraft belonging to an airline of the Contracting Party requested for the purposes of transit and under police escort, such escort shall be provided by that Contracting Party, and the Contracting Party which issued the expulsion order shall reimburse to it the corresponding costs.

Article 9

Requests for transit for the purpose of expulsion shall be handled directly between the competent authorities of the Contracting Parties. They shall contain information concerning the identity and nationality of the alien, the date of the journey, the time and place of arrival in the country of transit and the time and place of departure therefrom, and the country of destination, as well as, where necessary, information of use to the officials escorting the alien.

Article 10

Transit for the purpose of expulsion may be refused:

- If in the State of destination the alien is in danger of persecution by reason of his race, religion, nationality, membership of a social group, or political opinions;
- If the alien is in danger of being accused or convicted by a criminal court in the State of destination in connection with acts committed prior to the transit.

Article 11

The costs of transport as far as the border of the State of destination and the costs of any subsequent return shall be borne by the requesting Contracting Party.

IV. GENERAL AND FINAL PROVISIONS

Article 12

The competent authorities of the two Parties shall cooperate and consult with each other as necessary to examine the implementation of this Agreement.

Requests for consultations shall be submitted through the diplomatic channel.

Article 13

The border authorities shall designate:

- The airports which may be used for the readmission and entry in transit of aliens;
- The competent central or local authorities for dealing with requests for readmission and transit.

Article 14

1. The provisions of this Agreement shall not affect the obligations incurred by the Contracting Parties under other international agreements with respect to the admission or readmission of foreign nationals.

2. The provisions of this Agreement shall not impede the application of the provisions of the Geneva Convention of 28 July 1951 relating to the Status of Refugees, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967.

3. The provisions of this Agreement shall not impede the application of the provisions of the agreements signed by the Parties relating to the protection of human rights.

Article 15

1. Each Contracting Party shall notify the other of the completion of the constitutional formalities required for the entry into force of this Agreement, which shall take place 30 days after the receipt of the last such notification.

2. This Agreement shall be applicable provisionally from the date of its signature.

3. This Agreement shall remain in force for three years and may be extended automatically for periods of the same duration. It may be denounced on three months' notice given through the diplomatic channel.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the Contracting Parties, duly authorized for this purpose, have affixed their signatures at the end of this Agreement.

DONE at Zagreb on 27 January 1995 in the French and Croatian languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

JEAN-JACQUES GAILLARDE

For the Government
of the Republic of Croatia:

IVAN JARNIAK

